la cause du peuple

nouvelle édition



N°3 Janvier 2011

Travailleurs et Peuples opprimés de tous les pays unissez-vous !

Renforçons l'Unité contre le Capital

En septembre est sorti le numéro zéro de la nouvelle Cause du Peuple. Nous avions senti la nécessité d'un journal au service du développement du mouvement de masses. Un journal qui fasse la propagande des luttes significatives, les plus avancées, tant par leurs modes d'organisations que par leurs luttes vis-à-vis des luttes encadrées, pacifiées, muselées par les directions syndicales qui n'ont qu'une peur : perdre le contrôle.

l'éditorial

Ce journal correspond à une nécessité de plus en plus pressante : celle d'aider à la formation d'un front populaire et révolutionnaire le plus large possible ; un front indépendant de toutes forces réformistes, freins évidents à la lutte de classes. Une nécessité urgente, car l'ennemi auquel nous faisons face, la bourgeoisie et son Etat, est particulièrement décidé à défendre ses privilèges, notamment la détention des moyens de production et d'échanges que domine la finance. Depuis des années, la politique des réformistes, dans des gouvernements de droite ou de gauche, n'a fait qu'aggraver la situation économique et ses conséquences pour les travailleurs.

La résistance doit donc s'organiser pour s'opposer à l'offensive réactionnaire de la bourgeoisie et passer à la contre-offensive.

Pour cela l'unité populaire doit s'organiser contre les réformistes qui par leur attitude ne font que creuser le lit du fascisme en marche. Ce dernier se présente aujourd'hui sous un masque « démocratique » car il n'a pas devant lui, comme avant la guerre, l'URSS, ou des partis communistes puissants et des syndicats de lutte de classes. La bourgeoisie tisse sa toile pour museler les travailleurs avec l'aide des réformistes qui sont prêts à prendre la suite en 2012. C'est d'ailleurs pourquoi ils freinent les luttes. Ils ne changeront rien, si ce n'est appeler à de nouveaux sacrifices pour faire perdurer le système, sous prétexte des contraintes imposées par l'U.E, de la mondialisation et ils utiliseront le fascisme moderne qu'ils maquilleront. En tout cas, pour éviter le développement des révoltes et de la révolution prolétarienne, ils ont besoin du fascisme.

En Espagne, en Grèce, c'est la social-démocratie qui construit aujourd'hui le fascisme moderne ; en Italie, Berlusconi ; en France, Sarkozy ; en Suède, Hongrie, Autriche, une alliance droite/extrême-droite. Toutes les combinaisons et le degré atteint par les mesures du fascisme moderne sont possibles pour « réformer », sauver le système.

Dans des manifestations on a pu voir une voiture de la CGT recouverte d'une banderole où était inscrit « A bas le fascisme contemporain », on a pu entendre « qu'il faudrait prendre le fusil », « faire la révolution » car « cela ne peut plus durer », d'autre « d'insurrection », de « marcher sur l'Elysée ». Peu utilisent le terme « guerre populaire », mais certains disent qu'il faudra passer par là.

Ainsi se dessine peu à peu une concordance de vue entre les maoïstes et une partie des travailleurs. Le rôle de la Cause du Peuple est précisément de faire le lien entre l'expérience acquise au cours des luttes des travailleurs et leur prise de conscience que les choses ne peuvent plus se régler par la conciliation car la bourgeoisie est contrainte par la loi de la concurrence et la loi du profit de renforcer sa dictature contre la classe ouvrière et le peuple. La Cause du Peuple ne doit pas être le simple miroir des luttes mais doit devenir un outil pour forger le Front Révolutionnaire Anticapitaliste, Antifasciste et Populaire.

Quelques comités de diffusion se sont formés, des travailleurs ont pris un abonnement de soutien. Certains collent des affiches pour faire connaître la « Cause du Peuple », d'autres deviennent correspondants sur leur région et envoient réflexions, articles ou informations sur les usines, les quartiers. Il faut poursuivre dans ce sens en vue de développer un réseau et, peu à peu, construire le Front dans la lutte quotidienne pour faire reculer la bourgeoisie et reprendre l'offensive, en construisant peu à peu le Nouveau Pouvoir du prolétariat et du peuple, sur les lieux de travail, dans les quartiers, dans les lycées, contre la politique de matraquage idéologique et de formatage des travailleurs aux normes imposées par l'Etat bourgeois.

QUE VIVE LA CAUSE DU PEUPLE !

QUE SE DEVELOPPE LA LUTTE DU PROLETARIAT ET DU PEUPLE POUR L'EMANCIPATION !

La Cause du Peuple en Turc



La Cause du Peuple est maintenant disponible en langue turque.

Contactez : lacausedupeuple@gmail.com pour vous procurer Halkın Davası.

sommaire

Idéologie

★L'Etat capitaliste au service des bourgeois et contre les prolétaires : 1er exemple l'école *(p.3)*

Lutte de classe

★2 lignes s'affrontent dans les syndicats (*p.4)*

★Où en est la paysannerie aujourd'hui ? *(p.4)*

★La Défense Populaire *(p.4)*

★Sécurité Sociale : une nouvelle attaque pour 2013 *(p.8)*

Anti-colonial

★Colonies : 50 ans d' «indépendance»... *(p. 5)*

Histoire

★Dialogue entre deux ex-militants de la Gauche Prolétarienne - suite et fin *(p.6)*

International

★Entretien avec Georges, militant de Libération Irlande *(p.7)*

Fascisme moderne

★Développement de l'Etat policier (*p.8)*

L'Etat capitaliste au service des bourgeois et contre les prolétaires: 1er exemple l'école

Selon la propagande officielle, l'école sert à apprendre à lire, écrire, compter voire apprendre un métier pour que chacun soit autonome et puisse vivre librement. Nous reproduisons ici un dialogue entre Jérôme, un prof progressiste mais touché par la propagande étatique et Metin, un maoïste originaire de Turquie dont les enfants sont scolarisés en France.

Metin (prononciation [Métine]): hier mon fils Camel [Djamel], celui qui a 14 ans est rentré de l'école complètement perturbé. J'en peux plus de ces profs, tu sais ce qu'ils lui ont fait?

Jérôme: Non! Attends, y'en a encore un qui a essayé de lui faire croire que Staline est un assassin?

Metin: MDR Non, pas cette fois! Ça, Camel a compris, il laisse couler en classe et en parle avec ses copains en dehors des cours. Tu sais, c'est plus efficace vu comment il a été puni la dernière fois. C'est comme pour la commune de Paris, il en parle avant qu'on ne leur en parle! (rire)

Jérôme: Bon, alors qu'est-ce qui s'est passé?

Metin: Il est rentré. Il a fait ses devoirs et, en mangeant, il a commencé à raconter que la prof de français avait dit que c'était normal d'interdire aux filles voilées d'aller en cours!

Jérôme: oui mais regarde en Turquie comment ça se passe? L'islam menace la République, la pression est très forte contre les filles qui mettent des jupes. Le pouvoir voudrait qu'elles portent toutes le foulard!

Metin: mais merde, on n'est pas en Turquie ici! L'islam est séparée du pouvoir, ça n'a rien à voir! Tout ce qu'ils cherchent dans cette histoire, c'est à faire augmenter la haine contre les étrangers. Ils veulent qu'on se batte entre prolétaires. Alors que si elles veulent porter le foulard, c'est leur affaire!

Jérôme: et celles qui le portent de force, tu y penses?

Metin: en tout cas, c'est pas en les virant de l'école et en les laissant 24h/24 dans leur famille que ça va améliorer leur sort! Et puis, ça me gêne que tu oublies aussi facilement que les femmes aussi peuvent se révolter! Sois pas si paternaliste, tu sais, on n'a pas grand-chose à attendre de l'Etat bourgeois et puis quand c'est insupportable, elles savent bien se sauver et j'ai vu plus d'un père chialer ensuite!

Jérôme: tu as raison, j'avais pas vu les choses comme ça.

Metin: dans un sens, c'est logique, même si je comprends que toi aussi tu dois manger, t'as le nez dedans, tu travailles pour l'Etat, tu appliques un programme que l'Etat te donne, tu passes tes journées avec des fonctionnaires…. À la fin, tu es perdu! L'Etat bourgeois ne cherche qu'à maintenir la situation sociale. C'est-à-dire, d'un côté des travailleurs qui crèvent au boulot et de l'autre des riches qui vivent de notre travail. Et l'Etat fait tout pour que ça continue, pour nous empêcher de nous révolter! Et la propagande commence à l'école, où les instits ont pour mission de nous rendre passifs. Tout petit, on nous apprend que c'est « mal » de se battre! Dès qu'une bagarre éclate dans la cour d'école, ils se fichent de savoir qui a raison, ils font tout pour ramener la « paix », la « paix sociale » comme ils disent à la télé. Pour eux, la neutralité, c'est soutenir l'ordre établi! Pour les fils de fonctionnaires c'est difficile de le comprendre, mais pour nous c'est différent. Regarde, pour Camel, c'est plus facile de se détacher de l'école et de son baratin. Dès le premier jour, l'instit l'a appelé « Kamel » juste parce qu'il ne pense pas plus loin que le français et que pour lui un « c » devant un « a », ça ne peut faire que « K »! (rire) Pour tous les enfants d'immigrés c'est pareil, c'est plus facile de se révolter contre l'école parce qu'ils sentent le racisme.

Jérôme: là, tu exagères! Tous les profs ne sont pas racistes quand même! Je peux même te dire que la plupart de mes collègues trouvent le racisme inacceptable. On a même pour instruction de lutter contre racisme!

Metin: J'ai pas dit que tous les profs sont racistes, mais y'en a pas beaucoup qui le combattent réellement! D'ailleurs, la plupart ne savent même pas le reconnaître. Etre raciste, c'est pas juste crier « sale Arabe, sale Turc ou sale Juif! », c'est au fond de l'individu, on nous rentre ça depuis tout petit. Après y'a les fanatiques qui se revendiquent racistes, y'a ceux qui savent que c'est de la merde et qui le combattent y compris en eux et puis y'a ceux qui savent que c'est « pas bien » et qui le cachent et/ou se le cachent ! Regarde, un exemple: chez les instits, certains se cachent leur racisme en faisant semblant de dire que « tout le monde est égal » qu' « un Français est un Français quelle que soit l'origine… » même si on sait qu'aujourd'hui en France, c'est pas vrai! Seulement, dès que tu regardes leur pratique, tu vois bien qu'ils s'intéressent plus aux vacances d'un enfant blanc qui va en Allemagne qu'à celles d'un Arabe qui va en Algérie voir sa famille. Tu t'es déjà demandé pourquoi?

Jérôme: Euh… non! D'ailleurs, je vois pas trop où tu veux en venir…

Metin: (rire) ce que je veux dire, c'est que pour ces instits, l'égalité, c'est comme une prière, un truc qu'ils voudraient tout en sachant que c'est pas le cas! C'est pas un racisme « voulu » et quand ils disent que tous les humains sont égaux, dans leur tête, ils nous font un cadeau! On leur a tellement appris que nos civilisations sont inférieures qu'ils le pensent! Tu sais quoi, leur égalité en parole, ils peuvent se la garder! C'est comme tous ces cons qui nous baratinent avec la révolution française et « liberté, égalité, fraternité » dès que tu leur dis que c'est pas la réalité, ils se braquent et cherchent des excuses « c'est pire ailleurs! » ou je ne sais quoi, mais ils ne se battent pas pour que ça change, pour la révolution! En fait, l'Etat les achète avec le salaire.

Jérôme: J'y avais pas pensé. C'est terrible! Pourtant, l'Etat attaque aussi les fonctionnaires. Comment peut-on faire pour s'unir et lutter? Chacun dans son coin, on est perdants à tous les coups.

Metin: La première chose à faire, c'est de vraiment faire connaissance entre parents prolétaires, élèves et profs progressistes. C'est-à-dire, qu'il faut que les profs sincères viennent voir où on vit, quel travail on fait, comment l'Etat nous traite… Nous, vous nous expliquerez comment vous êtes surveillés, ce que cet Etat vous impose, quelle marge de manœuvre vous avez… Après, on pourra se comprendre et se mettre d'accord puis commencer à agir sur des objectifs clairs. Et dans la pratique, on verra qui est sincère, qui est prêt à se battre et à lutter. Le tri se fera naturellement et sûrement, ne t'en fais pas! (rire) Et c'est dans la lutte que la confiance naît, qu'on pourra enfin faire sauter les habitudes corporatives, connaître nos forces et nos faiblesses pour former une vraie unité entre les parents prolétaires, les élèves et les profs progressistes. Ainsi, on pourra faire en sorte que l'école se rapproche d'une école pour le peuple où on apprendra vraiment à être autonome sans tout le baratin idéologique de l'Etat bourgeois. Cette école ne produira plus de moutons, mais des révolutionnaires!

Jérôme: très bien, mais l'Etat ne nous laissera pas faire, il va nous virer.

Metin: c'est possible, mais dans ce cas, tu viendras travailler avec nous sur les chantiers! (rire) on construira la France ensemble (rire) et on instruira les enfants le soir! ★

Deux lignes s'affrontent dans les syndicats

Comme nous l'avons vu au cours des grèves, dans tous les syndicats, principalement dans la CGT, deux lignes s'affrontent. Ceux-ci ont mené une suite de journées d'action sans lendemain, où s'épuisent moralement et financièrement les salariés, avec l'amer goût de la défaite. Et pourtant une partie des syndiqués se bat comme des chiens, soutenue par 70% de la population. Comme on dit « Un se divise en deux » et c'est bien le cas : les uns avec justesse souhaitaient une grève générale, les autres pour ne pas appeler à la faire disaient qu'elle ne se décrète pas.

Certes, mais elle se prépare. En se référant par exemple à l'histoire, en BLOQUANT l'économie comme en 36 ou en 68. Alors la bourgeoisie se met autour d'une table et plie, accordant par force des concessions. Comme le montre le mouvement des retraites, elle ne cède pas malgré des défilés de plusieurs millions de personnes. Elle sait qu'un tel mouvement va s'épuiser et que cela lui coutera peu, alors qu'avec le blocage, elle est prise à la gorge : plus de production, plus de profits.

Il y en a qui sont prêts à mener la lutte de classes de façon conséquente. D'autres qui par peur freinent, sabotent cette lutte. L'unité à la base partout où elle a pu se mettre en place (dans les raffineries, les usines dépendant de l'automobile et bien d'autres) a réalisé l'unité populaire et a avancé l'idée du blocage. Les travailleurs/étudiants/lycéens l'ont fait dans la pratique en s'opposant en cela à leurs centrales unies pour ne pas préparer le blocage les mois précédents.

Parmi les chômeurs et les non-syndiqués (souvent dans les petites boites), une grande partie est pour le blocage. Ils attendent des syndicats des perspectives claires et non des journées d'actions qui ne mènent à rien. Ils ont besoin du blocage (surtout dans les petites boites) pour se mettre à leur tour en grève sans risquer d'être licenciés.

Il y a bien deux lignes qui s'affrontent : une pour la lutte de classe et une de conciliation -pour ne pas dire collaboration de classe. On sait où cela mène, à une exploitation et une oppression de plus en plus forte. ★

La Défense Populaire

Celle-ci s'organise ici où là, spontanément, au coup à coup, avec des moyens et actions limitées ; dans les banlieues contre le harcèlement policier accentué avec la politique sécuritaire du fascisme moderne ; au cours des grèves où l'on a vu à Nantes des équipes mobiles empêcher le regroupement de brigades d'interventions chargées de les empêcher de manifester ; en front uni d'ouvriers de différentes usines ou lieux de travail et de lycéens, d'étudiants, de progressistes pour renforcer les piquets de grève. Même en 68, on n'avait pas vu ce type de front uni, de défense unie des grèves.

Bien sûr ce mouvement est principalement défensif, mais il part de la classe et de ses alliés qui tentent de répondre aux attaques de l'ennemi. Ce n'est pas encore une force de défense du peuple constituée.

Cette force encore semi-spontanée tente de s'organiser dans une opposition encore disparate, mais tout de même unie dans son opposition au système et aux conciliateurs. Ces derniers sont un frein au sein du peuple et l'empêchent de passer de la défensive à l'offensive contre le capital et briser les multiples obstacles sur le chemin qui mène à son émancipation.

Le mouvement ouvrier et populaire est à une croisée des chemins : ou bien la résistance et la préparation de l'offensive, ou bien la résignation en suivant les conciliateurs dont l'attitude conduit au renforcement du fascisme moderne et creuse le lit du fascisme ouvert le plus brutal. Nous pouvons observer cela dans tous les pays d'Europe où la bête immonde refait surface sous couvert de « démocratie ». ★

Où en est la paysannerie aujourd'hui ?

Quotas de production, dépendance envers les centrales d'achat et des coopératives, diktat de la Safer pour la répartition des terres, dépendance vis-à-vis des intégrateurs (volailles, bétail, œufs, lait, vin, etc.), dépendance vis-à-vis des semenciers (Monsanto etc.), des fournisseurs d'engrais,... C'est ainsi que depuis la fin de la guerre la paysannerie est passée de 6,5 millions d'exploitations à 650.000 aujourd'hui. La paysannerie n'a jamais cessé de lutter pour éviter cette liquidation : les guerres du lait (des années 70 à aujourd'hui), du vin (dès 1907), des fruits et légumes (contre les supermarchés), contre les intégrateurs, etc.

Aujourd'hui il est difficile de survivre sauf dans certaines productions spécialisées et encore : par exemple la production de fleurs est concurrencée par des productions africaines et asiatiques, les cornichons sont cultivés en Inde, la production d'escargot d'Europe centrale, etc. Avec ou sans les subventions, il suffit d'une mauvaise récolte, ou une récolte trop importante pour que les petites exploitations et même des exploitations importantes de 150 hectares soient menacées de faillite.

Le processus de liquidation de la petite et moyenne paysannerie s'est déroulé ainsi : remembrement des terres et suppression des haies permettant l'utilisation de matériels agricoles, dépendance vis-à-vis du système bancaire (crédit) permettant d'acheter du matériel cher, d'où endettement et nécessité des aides compensatoires de l'Europe accentuant la dépendance.

La moitié des paysans ne gagne pas le SMIC ou travaille à mi-temps comme salarié dans l'industrie ou les services pour un salaire de misère, soit leur femme quitte le statut d'aide familiale pour exercer une profession salariée pour ramener une paie à la maison. Cette situation devient tellement désespérée pour un nombre de plus en plus important de paysans que l'on compte UN SUICIDE DE PAYSANS PAR JOUR EN FRANCE (identique aux suicides de paysans en Inde -200.000 en 5 ans- rapporté au nombre de paysans).

La paysannerie mène un combat pour sa survie, comme l'ouvrier et l'employé pour son emploi, comme le lycéen et l'étudiant pour son avenir. Toutes ces couches de la population ont leur place dans le Front Révolutionnaire Anticapitaliste, Antifasciste et Populaire, car ils luttent contre le même ennemi, le système capitaliste qui les exploite et les réprime.

La Cause du Peuple est leur journal. ★ P.

LE CHIFFRE

300 000€

C'est ce que va toucher Guerlain en dédomagement de la fermeture de ses boutiques et des dommages matériels suite aux manifestations contre ses déclarations ouvertement racistes et xénophobes au 13h de France 2.

Colonies : 50 ans d' «indépendance»...

Diffuseur et correspondant de la Cause du Peuple, je me suis rendu au débat sur la célébration des 50 ans de la « décolonisation » organisé par la médiathèque de St Ouen (93) avec des intervenants de l'association anticoloniale Survie. Voici un compte rendu .

Odile Tobner, présidente de Survie, a commencé par affirmer 1. la mondialisation a commencé au XVIè siècle ; 2. le processus s'est accentué avec les débuts de l'industrialisation ce qui a mené à l'augmentation de l'exploitation et du pillage.

Pour parler du cas de la France, De Gaulle a organisé l' « indépendance » en voyant qu'il ne pourrait pas retenir les colonies et qu'il devait plutôt diriger le processus et désigner les dirigeants. Ainsi, la France conserve l'accès aux ressources premières. De même pour la monnaie (voir *Monnaie, Servitude et Liberté, la répression monétaire de l'Afrique,* par Joseph Tchundjang Pouemi, « suicidé » car les opposants à la France ont une espérance de vie beaucoup plus courte que les autres…). En passant des accords de « défense », la France garde une emprise certaine sur ses « anciennes » colonies. Ainsi, depuis les « indépendances », il y a eu 50 interventions militaires. Des bases sont toujours présentes dans plusieurs pays (Tchad, Gabon, Côte d'Ivoire, Djibouti,…). Les forces militaires autochtones sont formées, entraînées, armées, par la France.

Elle a ensuite fait tomber le mythe de la « décolonialisation positive », qui avait été précédée par le mythe de la « colonisation positive ». L'impérialisme colonial persiste. L'économie reste de traite car il n'y a que prélèvement des matières premières. Aucune transformation n'est réalisée sur place et donc, il n'y a aucune industrialisation des pays concernés.

Nous avions déjà parlé du Niger dans la CdP (voir lettre de la lectrice publiée sur le blog lacausedupeuple. blogspot.com). L'intervenante a repris l'exemple en indiquant que c'est Areva qui négocie l'uranium avec les chinois, pas le gouvernement du Niger. Au Cameroun par exemple, en 2000-2001, le gouvernement a créé un commandement opérationnel (police, armée, etc.) pour la soi-disant « lutte contre la criminalité ». En réalité, ce commandement a fait plus de 1500 exécutions extra-judiciaires. Les généraux ont été totalement blanchis en disant que les disparus se sont enfuis au Nigéria (sic !). Ces mêmes personnes sont venues défiler sur les Champs Elysées le 14 juillet dernier…

« La gauche ou la droite ont la même politique vis-à-vis de l'Afrique. C'est Mitterand qui a amené le Rwanda… »

Il y a énormément de mystification autour du colonialisme et de la décolonisation. On entend « La France a apporté la démocratie en Afrique ».C'est tout le contraire ! Même des journaux comme le Monde y participent. La boîte de « communication » de Bolloré Euro RSCG conseille Biya (« président » du Cameroun) pour son image par exemple. D'ailleurs, en parlant de lui, Bolloré agit directement au Cameroun au niveau du gouvernement, ce qu'il fait aussi en France.

Mais pour terminer sur une note positive, il y a quelques résistances. Comme disait Thomas Sankara, « Ils peuvent me tuer mais il y aura d'autres Sankara. »

L'autre intervenant, Patrice Yengo, a commencé par ces questions : Pourquoi il y a aujourd'hui autant d'engouement pour les 50 ans d'indépendance ? Pourquoi ce défilé du 14 juillet ? Parce que ce n'est pas l'indépendance que l'on fête mais plutôt la victoire du colonialisme, la perpétuation du régime.

Ce régime est directement géré par l'Elysée et on y retrouve mêlés les grands groupes du CAC 40. Les liens « stables » ne s'exercent que par la violence 1. Contre les opposants 2. Contre les peuples (ex : Rwanda). Ces violences sont entretenues par les grandes compagnies. Par exemple, Elf et Total sont au centre de la guerre du Congo Brazzaville.

Cette célébration, ce n'est en définitive rien d'autre que la célébration de la défaite des peuples africains et de la victoire du pouvoir français.

Il y a ensuite eu plusieurs interventions qui ont apporté des précisions aux discours des intervenants. Le pouvoir de la corruption a été mis en avant en rappelant que le peuple seul n'était pas à mettre en cause dans la défaite car il est très difficile de mener l'action clandestine. Ainsi, au Gabon, c'est Elf qui dirige le pays grâce à la corruption facilitée dans un pays très petit.

Quelqu'un a ensuite fait un apport important au débat. L'Afrique ne représente que moins de 1% dans le commerce mondial. L'histoire de l'Afrique c'est un crime organisé par le système capitaliste, et derrière le système capitaliste il y a les puissances impérialistes qui ont apporté l'esclavage, le pillage des ressources et des indépendances factices. C'est un processus historique qui explique la misère actuelle. Ce qui dirige ce processus, ce sont les intérêts des grands trusts français, de l'impérialisme français. Les dirigeants africains ne sont que des valets !

Oui, il y a des résistances en Afrique. Il faut s'appuyer sur ces résistances. Les élections ne sont qu'un leurre, il faut s'en échapper ! La question se pose sous l'angle de la lutte de classe, que les peuples prennent en main leurs affaires en fonction des moyens qui existent dans leurs pays, contre l'impérialisme français.

Quelqu'un d'autre a mis en avant le nombre très faible d'échanges entre pays africains. Les voies de communication sont exclusivement pour l'extraction. Les différents pays africains sont pillés isolément, sans réseau inter-Afrique.

Puis la personne qui avait fait son intervention à propos de la nécessaire lutte de classe est intervenue à nouveau. Le conflit dans les Balkans a démontré qu'il était nécessaire de s'opposer aux guerres ethniques. Cela montre que la ligne de démarcation est de classe : opprimés/oppresseurs, riches/pauvres. Il faut montrer au peuple qu'il n'a rien voir avec les dirigeants de leur ethnie. Il faut proposer une politique unificatrice de classe. Les peuples veulent l'unité mais les valets de l'impérialisme s'y opposent. Ce n'est que par une alternative révolutionnaire et populaire qu'on pourra bâtir les Etats Unis Socialistes d'Afrique.

Les deux intervenants du débat ont ensuite conclu en affirmant que l'Afrique devait arracher et construire son autonomie dans tous les domaines (scientifique, économique, etc.). ★C.

Dialogue entre deux ex-militants de la Gauche Prolétarienne

Quatrième et dernière partie du dialogue entre anciens militants de la GP, qui n'ont ni trahi, ni renoncé à la lutte pour l'émancipation du prolétariat. La discussion en était à la nécessité pour les masses de s'organiser et de reprendre leurs affaires en mains, particulièrement la question de l'autodéfense face aux attaques de l'ennemi et la riposte à construire.

P : Qu'est ce que faisait le Secours Rouge ?

B : Il apportait une aide juridique, avec un collectif d'avocats qui avaient pris conscience eux aussi. Ils ont décidé dans le SR de soutenir et d'aider devant les tribunaux ceux qui subissaient la répression ou l'injustice. C'est important d'avoir une structure juridique et autres.

P : Le SR avait aussi des comités qui s'occupaient d'autres choses comme les mal-logés, etc. Au départ, le SR avait été créé pour l'Espagne contre Franco et le tribunal de Burgos.

B : Il n'y a pas qu'à l'échelon hexagonal. En Espagne, il y avait un mouvement anti-fasciste le FRAP (Front Révolutionnaire Anti-fasciste et Patriotique). Il y avait des comités SR sur toute la France qui intervenaient sur différentes luttes, par exemple la lutte des travailleurs. C'était une structure de masse. D'où la nécessité de renouer avec ces structures là, sur tous les aspects de la vie, pas seulement sur les prisonniers politiques.

P : Il n'y avait pas uniquement des maoïstes dans le SR…

B : On ne demandait pas aux gens, quelle étiquette ils avaient. Quand il y avait une lutte, c'était une défense concrète, organisée contre la répression, la défense des prisonniers politiques. Pour en revenir à la GP, un journal quotidien est apparu à un moment donné, « Libération », et des Comités Libération qui défendaient le journal et qui faisaient connaître toutes les luttes. C'était le seul journal qui parlait de l'ensemble des luttes. Mais cette phase n'a pas duré longtemps. Les dirigeants de ce journal ont trahi, comme Serge July.

P : Il était dirigeant de la GP du Nord de la France, après la mort des mineurs et l'attaque par les maoïste des bureaux des Houillères.

B : Au départ, l'idée de la GP, devant le constat de la dégradation de la situation dans le monde du travail, était d'opter pour qu'un certain nombre d'étudiants conscients s'établissent en usine de manière organisée. Cela pour regrouper les éléments les plus conscients dans le monde du travail contre la situation stagnante maintenue par les syndicats, en particulier la direction CGT qui trahissait, et à partir de là, avancer l'idée qu'il fallait s'organiser de façon autonome, laisser la parole à ceux qui travaillent afin qu'ils prennent leurs affaires en mains. Il fallait passer les barrières, les limites imposées par les syndicats. Alors a été mis sur pied l'UNCLA (l'Union des Comités de Lutte d'Ateliers) regroupant syndiqués et non syndiqués. Pas parce qu'ils étaient contre le syndicalisme mais parce qu'ils avaient pris conscience que le syndicat « trahissait » ou ne faisait pas grand-chose. Il fallait monter dans la pratique que l'on pouvait se structurer en dehors des syndicats.

P : Aujourd'hui les gens défilent principalement sous la bannière CGT, ce qui ne veut pas dire qu'ils sont d'accord avec sa ligne.

B : Il y a l'histoire de la CGT qu'il ne faut pas oublier. On ne pourra pas l'effacer, elle existe. Il faut même en tirer des leçons. Il faut rappeler ce qu'était la CGT, la ligne correcte qu'elle avait au départ, et ensuite montrer le processus de trahison. Il faut tirer un bilan. Il ne suffit pas de dire « la CGT c'est pourri ». Pourquoi elle a été mise place ? Combien de luttes elle a menées et gagnées ?

P : On n'est plus dans le même cadre que la GP…

B : On est dans le cadre européen où des décrets de lois scélérats, la récession économique sur les peuples s'accentue. Il est évident qu'on doit s'unir et discuter avec les peuples européens. On est dans la même situation que les autres pays, l'Allemagne, l'Espagne, l'Italie etc.

P : En Italie, ils ont une différence syndicale, les structures de base (COBAS). Est-ce généralisable dans tous les pays ?

B : Il faudrait au moins qu'il y ait des unités de base un peu partout de manière à unir et dégager une avant-garde dans un front uni ayant le même objectif. C'est indispensable contre le même ennemi commun.

P : Ca se fait à travers des meetings, des échanges internationaux, manifestations internationales conte l'Europe capitaliste, ouvriers, paysans, comme Continental. Mais les échanges sont ponctuels.

B : Il faut des échanges permanents.

P : Il faut que des structures se mettent en place dans chaque pays et une coordination de toutes les structures. On a vu l'exemple en Grèce, où la lutte était très avancée, mais où ils étaient isolés. Quand la crise se déclenche, il faut des forces organisées dans tous les pays pour répondre.

B : Et même à l'échelon mondial, et pour nous à l'échelon européen.

P : Il faut avoir des liaisons avec les travailleurs d'autres pays comme en Inde, Amérique du Sud, Afrique, etc. Du point de vue des colonies, la France a encore des colonies comme la Guadeloupe, Martinique, Guyane, Réunion, Kanaky, Polynésie. Ils ont le droit à l'autodétermination là aussi. Il faut qu'ils aient leurs structures qui ne sont pas les mêmes vu le double caractère de leur lutte : libération nationale et sociale. Les syndicats n'ont pas voulu impulser une grève générale comme en Guadeloupe qui aurait été un puissant appui à leurs luttes, mais en même temps un guide pour l'action ici même. Pourtant on a le même ennemi commun, l'impérialisme français.

B : Tant qu'il n'y aura pas un mouvement d'ensemble il ne se passera rien. Tout est question de rapport de force.

P : Par rapport à nos anciennes colonies qui sont toujours dépendantes, qui sont devenues des néo-colonies et qui subissent le joug du colonialisme moderne. Là-bas, les troupes françaises interviennent pour soutenir les dictateurs fantoches, qui sont les véritables chiens de garde de l'impérialisme. On a le devoir particulier d'aider les peuples qui subissent cette double oppression.

B : Pas seulement aider, mais soutenir leur lutte jusqu'à la victoire. C'est une entraide internationale pour briser la chaîne impérialiste et faire sauter un ou plusieurs maillons.

Entretien avec Georges, militant de Libération Irlande

Tu veux bien nous présenter le groupe dont tu fais partie, Libération Irlande?

Nous sommes un comité de soutien francophone à la révolution en Irlande, nous avons commencé il y a un peu plus d'un an en faisant un site internet, puis la sauce a bien pris et nous avons développé des contacts là-bas. Maintenant, tu peux nous considérer comme un groupe activiste. Nous nous revendiquons principalement du communisme et de l'autonomie prolétarienne. Nous sommes très intéressés par toutes les expériences révolutionnaires, des mouvements de libération nationale en particulier. Notre philosophie peut se résumer à : on apprend en faisant.

Pourquoi l'Irlande, vous aviez une attirance spéciale?

Je te vois venir... Non, on ne cherche pas les leprechauns sous les arcs-en-ciel, on ne picole pas à la Saint Patrick, on n'est pas fans de ces trucs folkloriques commerciaux qu'on voit en France. Personnellement, j'aime beaucoup la musique et la littérature irlandaise, mais ce n'est pas le plus essentiel. Ce qui nous a intéressé, c'est de mieux connaître un mouvement révolutionnaire qui nous semblait vraiment ancré dans les masses populaires. La vérité, c'est que le petit groupe de camarades qui est à l'origine du groupe ont vu là-bas ce qu'ils ne voyaient pas encore ici, des révolutionnaires qui sont aussi des prolétaires, un peu l'antithèse de la gauche radicale purement intellectuelle de France, avec sa tendance à fuir le contact avec les masses et dans le pire des cas à se payer de mots.

Est-ce qu'il y a d'autres raisons qui vous ont poussé à monter votre groupe?

Oui, il y a le fait que nous voulons apprendre auprès des camarades irlandais tout un tas de choses qui concernent le processus révolutionnaire en général, et qui sont transposables en France. Par exemple la solidarité avec les prisonniers politiques, c'est quelque chose d'important là-bas. Avoir comme référence politique des camarades qui sont allés très loin dans l'affrontement avec l'Etat, c'est quelque chose qui permet d'élever le niveau de conscience et de lutte.

Il y a beaucoup de camarades en taule?

Oui, une bonne centaine, des deux côtés de la frontière. Il y en a un qui est emprisonné en Lituanie, un autre en France, à la Santé. Il s'appelle Kieron Doran, nous menons une campagne pour faire connaître sa situation

Une question basique : qui sont les républicains irlandais? Qu'est-ce que ça veut dire être républicain en Irlande?

Alors pour résumer, je te dirai que c'est le contraire d'être républicain en France. Ici, ceux qui mettent en avant la république, ce sont les flics et les profs, c'est l'idéologie de l'Etat bourgeois. En Irlande, c'est une idéologie révolutionnaire anti-coloniale, un truc qui vient du peuple, qui cherche la confrontation avec l'Etat et les institutions. Les républicains sont ceux qui se revendiquent de Wolfe Tone, un protestant de l'époque de la révolution bourgeoise en France, qui a voulu faire pareil en Irlande et chasser le colonialisme anglais, les nobles propriétaire terriens et bien sûr la monarchie. La base de l'idéologie, c'est la démocratie, le pouvoir pour tout le monde, protestant et catholique et autres. Rien que ça, c'est révolutionnaire là-bas, il y a des aspects très médiévaux en Irlande. Avec le développement de la classe ouvrière au 20è siècle, le républicanisme a évolué, en incorporant les besoins et les exigences de la classe ouvrière. D'ailleurs, l'IRA vient de l'insurrection de 1916 à Dublin, où il y a eu la fusion d'une milice ouvrière et des détachements armés patriotes qui avaient une idéologie nationaliste petite-bourgeoise. Donc les républicains aujourd'hui se disent socialistes, ils se définissent comme un mouvement de libération national.

Je pensais que l'IRA avait arrêté, tu peux nous en dire plus?

Oui, il y a eu des accords de paix il y a douze ans. Le groupe principal, l'IRA provisoire a capitulé, sans avoir obtenu quoi que ce soit : ni le retrait britannique, ni évidemment le socialisme. Aujourd'hui ils se sont entièrement vendus. Par exemple ce sont eux, les provos comme on dit, qui tiennent une grande partie des postes au Nord, en accord et collaboration avec l'Etat britannique. Ils sont devenus les sous-traitants de la domination britannique, qui a réussi un coup très fort en gagnant la paix sociale en achetant une partie des républicains. Et aussi, en prévoyant les changements démographiques en faveur des catholiques dans le Nord, l'impérialisme anglais a bien voulu changer son fusil d'épaule et s'appuyer sur la nouvelle bourgeoisie catholique qu'il a contribué à fabriquer, alors qu'avant, tout l'Etat du Nord était tenu par la bourgeoisie protestante. Il y a aussi un autre énorme reproche que les révolutionnaires font aux réformistes, c'est qu'ils ont accepté et officialisé le principe de l'apartheid entre catholiques et protestants, ils ont cimenté la paix avec des murs qui séparent les quartiers et les esprits des gens. Donc c'est une fausse paix et une vraie trahison des principes de leur idéologie.

Je vois mieux, mais il y en a d'autres qui continuent la lutte armée?

Oui, ils sont petits mais décidés, disons que c'est la fin d'un cycle et le début d'un autre. Les groupes politiques républicains authentiques sont très progressistes, je pense que l'expérience de la normalisation, de l'embourgeoisement et de la capitulation des provisoires a été une leçon gigantesque pour eux, un grand exemple négatif de ce que donne la capitulation avec l'impérialisme et la social-démocratie. La capitulation avec le sectarisme aussi, je veux dire la division du peuple sur une base confessionnelle. Je suis sûr que cette défaite n'est qu'un détour qu'ils vont dépasser.

Très bien, mais je voudrais savoir quelles sont les perspectives de cette lutte armée? Le combat ne concerne que le Nord occupé? Le but c'est seulement de foutre l'Etat anglais dehors? Regarde la crise de l'Etat au sud, qu'en disent les républicains?

Tu poses la question la plus importante, la crise de l'Etat du Sud est terrible, l'Etat est en faillite, il ne va jamais pouvoir rembourser la dette et les intérêts, le FMI va imposer des plans de rigueur monstrueux pour le prolétariat et les masses en général, avec tous les sous-produits qui vont avec : l'émigration, l'endettement, le chômage, la dope, les anti-dépresseurs : bref la crise générale dans toute sa splendeur. La seule porte de sortie, c'est la révolution sociale. Les organisations républicaines ont un certain retard là-dessus, elles doivent voir plus loin que le pur et simple slogan « brits out! », le slogan de la réunification. Elles doivent assumer la révolution sociale dans le sud aussi, c'est vital, sinon elles sont cuites. Les derniers congrès des deux organisations principales, Republican Sinn Féin et 32 County Sovereignty Movement vont dans ce sens à mon avis. Je ne pense pas exagérer en disant qu'en Irlande, les seules forces révolutionnaires sont les républicains, les autres font de l'économisme et ne mettent pas l'Etat en question. En ce qui concerne les action armées, elles ne frappent que des cibles militaires et policières, des banques aussi, dans le Nord occupé. ★

Développement de l'Etat policier

Le fascisme moderne renforce son Etat policier. Sur le plan technique le Taser est devenue une arme courante pour neutraliser pêle-mêle délinquant, manifestant, voire simple particulier un peu énervé. Le taser, contrairement à son appellation « non-létale », a déjà fait de nombreux morts d'autant plus que des policiers ont la gâchette facile et tirent plusieurs coups.

Au nom de la lutte anti-terroriste et le risque d'attentats, n'importe quel paquet abandonné est considéré comme suspect et interrompt tout trafic dans les transports, instaurant des périmètres de sécurité dans la rue alors qu'il n'y a pas eu (heureusement) d'attentats depuis quinze ans. Certains rétorqueront que c'est grâce aux mesures de précaution qu'il n'y en a pas eu.

En fait l'Etat déploie avec force démonstration son arsenal militaire, patrouilles de paras armés de mitraillettes dans les gares, aéroports, doublés de gendarmes mobiles, de CRS, de policiers, de vigiles de toutes sortes, bref une armada pour frapper une mouche, là surtout pour impressionner, encadrer, intimider la population.

On retrouve le même type d'encadrement militaire et policier dans les manifestations. L'Etat montre sa force, utilisant un matraquage idéologique à travers les médias, les jeux vidéos guerriers et policiers. La littérature « réaliste » insidieusement raciste et fasciste est mise en première ligne, sans compter les émissions politiques où les spécialistes du renseignement, de la lutte anti-terroriste, des brigades spéciales d'intervention sont présentés comme les garants de la sécurité intérieure (Les Experts, et compagnie), c'est-à-dire principalement le maintien de l'ordre impérialiste et du système capitaliste.

Des chiens galeux de la police ont été condamnés par des juges qui appliquent la loi et ne veulent pas cautionner l'Etat policier mais sont tout de même soutenus par leurs collègues. Ces policiers avaient pourtant fabriqué une fausse accusation qui pouvait faire condamner le faux accusé à la bagatelle de 3 ans de prison. Bien qu'ils aient eu des peines relativement légères vu la gravité de l'acte, le ministre de l'Intérieur a protesté contre ces condamnations. Rappelons qu'il est lui-même peu respectueux de la loi et a déjà été condamné pour des propos racistes et autres délits…

La nature de l'Etat est bien celle d'un Etat policier, c'est une réalité. On peut même dire que non seulement il est policier mais que c'est un Etat de plus en plus militarisé.

Il faut être aveugle pour ne pas voir qu'il y a dans notre pays comme dans toute l'Europe, la montée de l'extrême, le durcissement continue de la droite et la dérive droitière conciliatrice de la gauche réformiste, qui constitue pour les uns un processus de fascisation, que nous appelons fascisme moderne car apparu dans des conditions politiques différentes de celles qui ont existé avant la seconde guerre mondiale. ★ R.

Sécurité Sociale : une nouvelle attaque pour 2013

Le MEDEF et la CFDT préparent une nouvelle attaque contre la Sécu, s'appuyant sur les jérémiades du PS qui prédit que la réforme sera de toute façon insuffisante. Certes, ils préconisent leur réforme s'ils sont élus mais on connait la chanson : des promesses non tenues, une réforme qui elle non plus ne sera pas suffisante vu la dégradation de l'économie et de la fracture sociale qui en découle et va s'approfondir.

La réforme MEDEF/CFDT prévoit la santé comme les retraites complémentaires : attribuées par points comme dans les régimes complémentaires privés. Autrement dit, le système par répartition va disparaitre au profit du régime privé basé sur l'accumulation de points, liés aux aléas des placements en bourses et autres fonds de pensions volatils et donc aux risques de rupture ou de diminution de pension. Autrement dit les profits vont aller à ces organismes et le démantèlement de la Sécu va se poursuivre.

Là encore on voit le rôle des conciliateurs, agents du patronat au sein du mouvement ouvrier et populaire. On voit où mène l'alliance au sommet des directions syndicales : à la liquidation des organisations bâties au prix du sang et des larmes par les travailleurs de ce pays. Contre le patronat et les conciliateurs, développons l'Unité à la base et dans l'action entre syndiqués et non syndiqués et passons à l'offensive contre les plans du patronat. ★

abonnement/contact

La **Cause du Peuple** vit **par et pour les luttes**. Ce journal est le fruit du travail d'une **équipe de militants et de militantes**. Votre **participation** au journal est **importante** :

★ Devenez **correspondant** (envoi d'informations sur les luttes de votre région ou autre) et/ou **diffuseur du journal** dans votre ville, département, région.

★ **Ecrivez nous** pour réagir aux articles ou **envoyez** directement vos articles à la rédaction.

★ **Abonnez vous** (20€ = 1 an - 12 numéros - ou plus pour soutenir).

Dans tous les cas, **contactez nous** :

★ Par **courrier** (adresse temporaire) : SR, 21 ter rue Voltaire, 75011 PARIS

★ Par **email** : lacausedupeuple@gmail.com et sur le **blog** http://lacausedupeuple.blogspot.com

★ **Collez** des affiches et autocollants de la CdP autour de chez vous (à demander par mail ou par courrier).

Imp. Spé.